Sénégal

Sénégal : comment équilibrer les mesures sociales et de santé publique

Données mises à jour le 19 août 2020

Contexte

La mise en œuvre de mesures sociales et de santé publique (MSSP) est une stratégie essentielle pour ralentir la transmission de la COVID-19 et limiter la pression sur les systèmes de santé, mais ces mesures peuvent faire peser une charge importante sur la population, en particulier lorsqu'il s'agit de mesures de restriction des déplacements ou qui limitent l'accès à un certain nombre de services. Ce document vise à guider les décisions politiques qui cherchent à équilibrer les bénéfices des MSSP dans la lutte contre la transmission de la maladie avec d'autres priorités, telles que l'impact économique et social. Il repose sur l'examen, l'analyse et la synthèse de données illustrant différents aspects liés à la COVID-19 au Sénégal, notamment une enquête téléphonique représentative à l'échelle nationale, une veille médiatique, des données épidémiologiques et d'autres sources d'informations accessibles au public. Les sources de données et les méthodes utilisées sont répertoriées à la fin du document.

L'essentiel à retenir

Dynamique de la maladie : le nombre de nouveaux cas signalés au Sénégal est en hausse constante depuis le mois de mai. Sur le dernier mois (23 juillet - 19 août), le nombre de nouveaux cas signalés chaque semaine a augmenté de 11 % en moyenne. Le ratio de tests par cas confirmé est le plus élevé de l'Afrique de l'Ouest et le niveau de dépistage du pays est donc conforme aux recommandations de l'OMS.

Mise en œuvre des MSSP : les écoles et universités ont fermé à la mi-mars au Sénégal. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et imposé un couvre-feu national dans la foulée. Fin mars, la capacité des transports a été limitée avec la mise en place d'une circulation partielle. En juin, les restrictions de déplacement entre les régions ont été levées, ainsi que l'état d'urgence et le couvre-feu national. Le nombre de cas signalés a continué à augmenter depuis la fin des restrictions, et certaines MSSP ont été réintroduites au mois d'août.

Soutien et adhésion aux MSSP : les mesures de protection personnelle telles que le lavage des mains font l'objet d'un soutien et d'une adhésion individuelle élevés parmi les participants, et 95 % d'entre eux ont déclaré avoir porté un masque au cours de la semaine passée. En revanche, les niveaux de soutien et d'adhésion déclarés par les participants à l'enquête sont plus faibles concernant les mesures de restriction de l'activité économique, telles que le confinement à domicile ou la restriction des déplacements vers les marchés, ainsi que l'accès limité aux lieux de culte. Le mécontentement vis-à-vis de la réponse du gouvernement est plus élevé parmi les participants sénégalais que dans tous les autres états membres de l'Union africaine interrogés : moins d'un participant sur cinq déclare être très satisfait de la réponse du gouvernement.

Perception des risques et information sur les risques : seul un tiers des participants au Sénégal estime avoir un risque élevé ou très élevé de contracter la COVID-19, avec une perception faible de la gravité de la maladie comparée à la moyenne des autres États membres de l'Union africaine interrogés. Près de la moitié des participants croit aux rumeurs ou aux fausses informations d'interférence étrangère.

Services de santé essentiels : de nombreux participants sénégalais qui avaient besoin de soins de santé ont eu du mal à accéder à leurs rendez-vous médicaux (22 %) ou à obtenir leurs traitements (37 %) pendant la crise de la COVID-19, une situation qui a touché particulièrement les personnes avec des problèmes de santé chroniques.

Poids économique et sécurité alimentaire : une majorité des participants (68 %) déclarent avoir enregistré une perte de revenus depuis l'année dernière et de nombreux d'entre eux rencontrent des difficultés d'approvisionnement alimentaire. En revanche, environ deux tiers des participants ont signalé avoir reçu une aide du gouvernement au cours du mois dernier, ce qui est le pourcentage le plus élevé de tous les États membres de l'UA où l'enquête a été réalisée.

Sécurité : le pays a connu des troubles sociaux liés à la crise de la COVID-19 et aux MSSP. Depuis le mois de mars, au moins cinq manifestations non violentes et dix manifestations violentes organisées par des civils contre les MSSP ou contre les violences commises par des représentants de l'état faisant respecter les MSSP ont été signalées.

Dynamique de la maladie et mise en œuvre des MSSP

Nombre total de cas (Incidence cumulée pour 100 000 personnes)	Nombre total de décès	Tests diagnostiques (Ratio de tests par cas confirmé)	Taux de létalité
12 446 75	258	139 559 11	2,1%

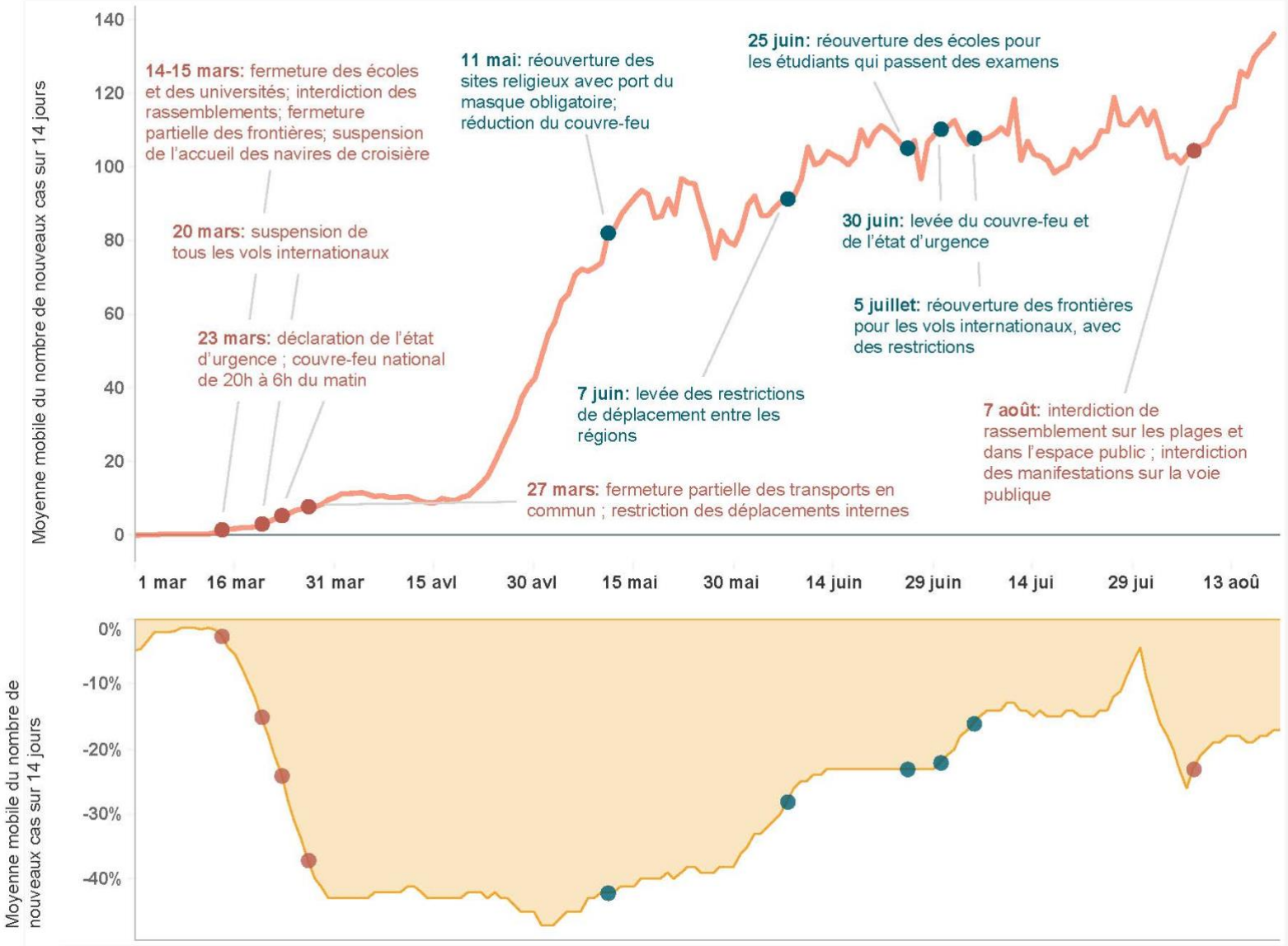
OMS la capacité de dépistage est considérée comme adaptée à partir d'un ratio de 10 à 30 tests par cas confirmé.

L'utilisation des MSSP doit s'adapter à l'évolution de la situation épidémiologique. Lorsque ces mesures sont mises en place efficacement et respectées, elles peuvent réduire la transmission de la maladie de manière significative. Un assouplissement progressif et flexible des mesures peut empêcher des pics de transmission tout en allégeant les contraintes exercées sur les communautés. Si la transmission s'accélère, la réintroduction de mesures ciblées peut être nécessaire pour contrôler l'épidémie.

Après une hausse rapide du nombre de cas signalés fin avril et début mai, le Sénégal enregistré une hausse stable du nombre de nouveaux cas jusqu'à la mi-août, atteignant en moyenne un peu plus de 100 nouveaux cas signalés par jour.

- Le gouvernement sénégalais a mis en place un couvre-feu national fin mars et commencé à lever les mesures de restrictions en mai, pour permettre la reprise progressive des déplacements.
- D'autres restrictions ont ensuite été levées en juin pour autoriser les déplacements entre les régions et rouvrir les écoles uniquement pour la tenue des examens. Le couvre-feu et l'état d'urgence ont été levés le 30 juin, mais certaines mesures ont été réintroduites le 7 août, notamment une interdiction de rassemblement sur les plages et dans l'espace public, ainsi que l'interdiction de manifester sur la voie publique.
- Actuellement, les frontières terrestres et maritimes restent fermées, tandis que les restaurants, salles de sport et sites religieux sont ouverts sous condition de distanciation physique.
- Plus de 139 000 tests ont été réalisés, avec une capacité de dépistage totale qui atteint tout juste les recommandations officielles en matière de ratio de tests par cas confirmé.
- Une forte diminution des déplacements a été observée fin juillet pendant les congés de la Tabaski.

Le couvre-feu national imposé fin mars a fortement diminué la mobilité de la population, qui a de nouveau augmenté progressivement avec l'assouplissement des mesures en mai et juin, tout comme le nombre de cas signalés.



Source des données : CDC Afrique, Rapports de Google sur la mobilité de la communauté, ACAPS, OxCGRT Note : la courbe de la mobilité liée à la vente au détail et aux loisirs illustre la variation en pourcentage par rapport à la période de référence (3 janvier - 6 février) en termes de fréquentation des magasins et lieux de loisirs (restaurants, cafés, centres commerciaux, etc.) parmi les utilisateurs de Google.

Soutien et adhésion aux MSSP

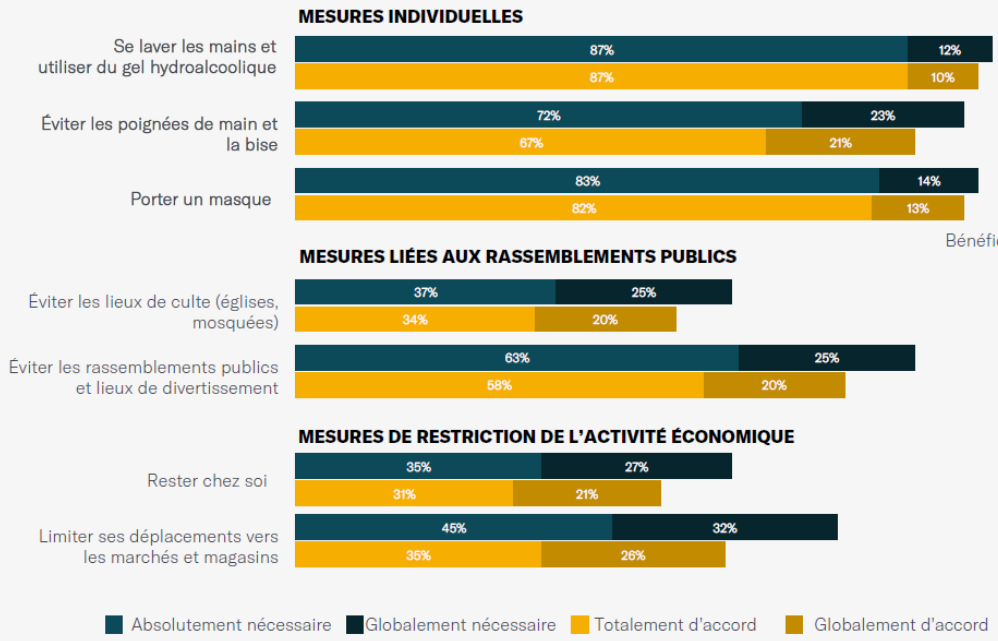
L'efficacité des MSSP repose sur un changement de comportement généralisé. Pour identifier les mesures bénéficiant d'un meilleur degré d'acceptation, il est primordial d'évaluer le soutien et l'adhésion du public, ainsi que la confiance globale dans la réponse du gouvernement. En cas d'adhésion faible, une analyse plus poussée des freins au changement de comportement peut aider à renforcer la mise en œuvre des MSSP et à limiter le poids de ces mesures.

Selon les résultats de l'enquête, la majorité des participants sénégalais soutiennent la plupart des mesures de prévention, même si l'adhésion est plus faible vis-à-vis des mesures de restriction de l'activité économique et de l'accès limité des lieux de culte.

- Presque toutes les personnes interrogées déclarent être équipées d'un masque et confirment leur soutien et leur adhésion aux MSSP individuelles (lavage des mains, port du masque et distanciation pour éviter les contacts physiques).
- Les MSSP faisant l'objet d'un soutien et d'une adhésion plus faibles sont celles qui concernent les restrictions d'accès aux églises et mosquées et le confinement à domicile. Le niveau de soutien et d'adhésion vis-à-vis de ces mesures est inférieur à la moyenne des autres États membres de l'Union africaine interrogés.
- Les lieux de culte sont actuellement ouverts sous condition de distanciation physique, ce qui peut expliquer que les recommandations d'éviter les lieux de culte rencontrent peu de succès. Cependant, vu le faible soutien en faveur de cette mesure, il est important de continuer à proposer une organisation sécurisée pour maintenir les offices religieux.
- La faible adhésion vis-à-vis des mesures de confinement à domicile ou de restriction des déplacements vers les marchés et magasins peut également refléter l'absence de restrictions actuellement en vigueur mais aussi le fardeau économique que ces mesures représentent.
- La moitié des participants à l'enquête préfèrent attendre avant de continuer à assouplir les mesures de restriction, tandis que 72% d'entre eux sont anxieux face à une reprise normale de l'activité. Cela laisse supposer qu'il existe une marge de manœuvre qui permettrait de durcir les mesures prises si cela s'avérait nécessaire pour contrôler l'épidémie, d'autant plus que la population soutient fortement les MSSP dans l'ensemble.
- Malgré le soutien et l'adhésion relativement généralisés en faveur des MSSP indiqués par les données de l'enquête, la réponse du gouvernement à la COVID-19 a provoqué des manifestations et des attaques de plus en plus violentes dans tout le pays. Un peu plus de la moitié des participants déclarent être satisfaits de la réponse du gouvernement et moins d'un participant sur cinq indique être très satisfait, un pourcentage plus faible que dans tous les autres États membres de l'Union africaine interrogés. Le soutien est plus élevé chez les personnes ayant bénéficié d'une aide du gouvernement.

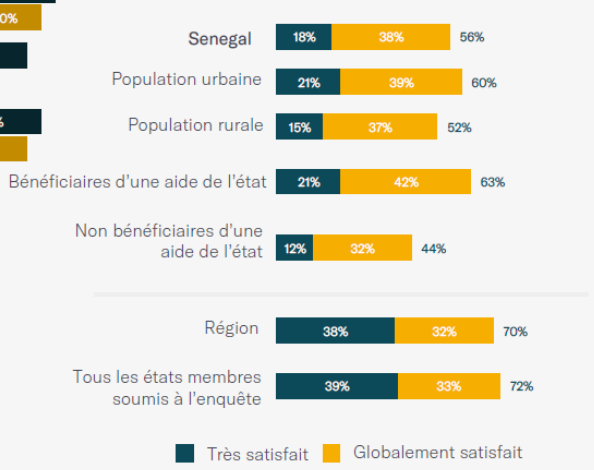
La majorité des participants sénégalais ont indiqué leur soutien et leur adhésion en faveur de tous les types de mesures préventives, en particulier les mesures de prévention individuelles qui sont les plus populaires.

Soutien (perception de la nécessité des mesures sur les derniers mois) et adhésion (sur la semaine précédente) aux mesures de prévention



Environ la moitié (56 %) des personnes interrogées au Sénégal déclarent être satisfaits de la réponse du gouvernement, un pourcentage plus faible que dans les autres États membres de l'Union africaine interrogés. Les personnes ayant bénéficié d'une aide du gouvernement sont les plus satisfaites.

% de satisfaction face à la réponse du gouvernement à la COVID-19 par pays, sous-groupe et région



Sources des données : Enquête IPSOS

Masque

Le Sénégal impose l'utilisation d'un masque dans les lieux publics et pendant les déplacements, y compris dans les véhicules privés qui transportent au moins deux personnes.

99%
des participants à l'enquête disposent d'un masque prêt à l'emploi

96%
reconnaissent que le port du masque peut éviter la propagation du virus

95%
déclarent avoir porté un masque au cours de la semaine passée

Source des données : Enquête IPSOS

Comportement vis-à-vis du déconfinement

Date du déconfinement :

50% préfèrent attendre plus longtemps pour assouplir les restrictions

49% sont favorables au déconfinement pour faire repartir l'économie

Ressenti par rapport à la reprise de l'activité :

72% déclarent être anxieux face à la reprise normalede l'activit

69% sont favorables au déconfinement pour faire repartir l'économie

Source des données : Enquête IPSOS

Couverture médiatique des MSSP dans la presse et sur les réseaux sociaux

L'analyse des sujets traités dans la presse traditionnelle et sur les réseaux sociaux peut fournir des indices sur la perception des problèmes clés et l'origine des croyances. Par nature, la veille et l'analyse des médias permettent d'identifier les points de vue et opinions exprimées par un segment de la population activement engagé dans le débat public, les discussions en ligne et sur les réseaux sociaux. Ces données sont qualitatives et ne doivent pas être considérées comme représentatives de l'opinion d'une population plus large.

La couverture médiatique des MSSP dans la presse traditionnelle et sur les réseaux sociaux au Sénégal était largement positive pendant la période examinée, en raison des efforts du gouvernement et de la société civile pour encourager l'adhésion aux MSSP et notamment le port du masque.

- Malgré le discours largement positif, certains médias se sont concentrés sur les manifestations de plus en plus violentes contre les MSSP dans tout le Sénégal.
- Les autorités gouvernementales sénégalaises et les médias locaux ont reconnu un manque d'adhésion globale du public aux MSSP.

Un journal a rapporté que « Les locaux du quotidien Les Échos à Dakar ont été vandalisés mercredi par des partisans de Serigne Moustapha Sy, un leader religieux ayant reproché à la rédaction d'avoir affirmé qu'il avait été testé positif au coronavirus. »

Un programme radio a déclaré que « À Bakel, des jeunes ont jeté des cailloux sur [des policiers] qui tentaient de faire respecter l'interdiction de se rassembler en public. »

Principaux sujets traités dans la presse traditionnelle et couverture des MSSP sur les réseaux sociaux de mai à août

Source des données : Novetta Mission Analytics

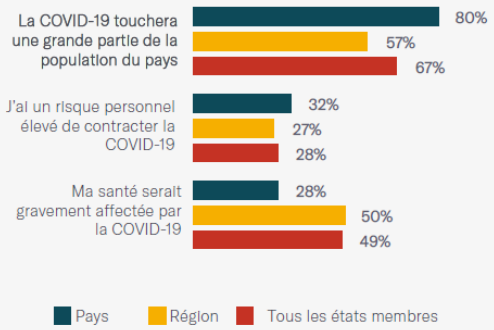
Perception des risques et information sur les risques

Les données issues des épidémies passées montrent que l'information sur les risques et leur perception sont deux facteurs qui influencent les comportements préventifs, notamment l'adhésion aux MSSP. Les personnes bien informées bénéficient généralement d'une bonne compréhension de la COVID-19, mais ne réalisent pas toujours qu'elles ont un risque élevé d'être contaminées ou que la maladie pourrait avoir des conséquences graves sur leur santé. En outre, la population doit croire au fait qu'un changement de comportement permet de réduire efficacement les risques, à la fois pour eux-mêmes et pour la communauté au sens large. Les fausses informations peuvent freiner leur motivation à adhérer à ces mesures de prévention.

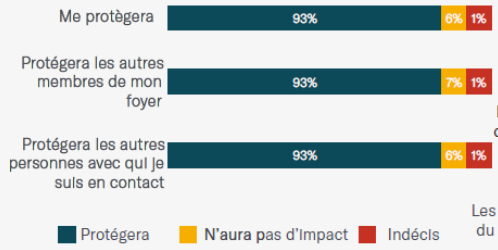
Les participants sénégalais sont conscients du risque que représente la COVID-19 pour leur pays, mais se sentent personnellement peu concernés par les risques. Nombre d'entre eux ont des idées fausses sur la maladie ou croient à des rumeurs qui peuvent affecter leur adhésion vis-à-vis des comportements préventifs.

- La perception des risques des participants sénégalais est légèrement plus élevée que celle des autres États membres d'Afrique de l'Ouest et que celle de tous les États membres de l'UA interrogés. Face à la hausse du nombre de cas signalés, le gouvernement doit continuer ses efforts de communication sur les risques et d'implication de la communauté pour garantir l'adhésion aux mesures de prévention.
- Les participants sénégalais ont une perception de la gravité de la maladie plus faible que la moyenne des autres États membres d'Afrique de l'Ouest et que celle de tous les États membres de l'UA interrogés.
- Une grande majorité des personnes interrogées pensent que le fait de suivre les recommandations sanitaires les aidera à se protéger eux-mêmes et à protéger les autres de la COVID-19.
- Environ la moitié des participants adhèrent aux affirmations évoquant une interférence étrangère dans les traitements et les vaccins. Il sera essentiel de communiquer rapidement sur le sujet et d'impliquer la communauté pour contrer la désinformation sur les vaccins et assurer l'acceptation du vaccin lorsqu'il sera disponible.

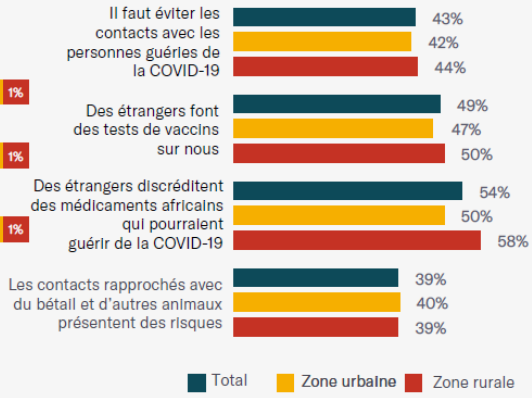
Les participants sénégalais ont une meilleure perception du risque que représente la COVID-19 pour leur pays que dans les autres États voisins membres de l'UA ou dans le reste des pays africains. Seule une personne sur quatre estime que son état de santé serait gravement affecté par la maladie.



Presque toutes les personnes interrogées au Sénégal pensent que le fait de suivre les recommandations sanitaires les aidera à se protéger eux-mêmes et à protéger les autres de la COVID-19.
Ressenti vis-à-vis de l'efficacité des recommandations de santé publique



Un peu moins de 50 % des participants au Sénégal ont des idées fausses sur la maladie ou croient aux rumeurs d'interférence étrangère.



Sources des données : Enquête IPSOS

Perception des risques et information dans la presse traditionnelle et sur les réseaux sociaux

Conformément aux résultats de l'enquête qui indiquent une perception élevée du risque lié à la COVID-19 au Sénégal, la couverture médiatique récente des réseaux sociaux et de la presse traditionnelle montre une perception élevée du risque de maladie.

- Le nombre de cas signalés de COVID-19 est plus élevé dans la ville sainte de Touba, un site religieux majeur du mouridisme. La mise en place des MSSP, et notamment du couvre-feu, par le gouvernement pour freiner la hausse des contaminations à Touba a donné lieu à des manifestations violentes, illustrant à la fois le rejet public des MSSP et la perception faible du risque associé à la maladie.
- L'opinion est divisée sur l'organisation prochaine du pèlerinage religieux à Touba.

Une personnalité politique, Moustapha Diakhate, a déclaré que « [le fait d'autoriser les pèlerins mourides à se rendre à Touba en octobre] revient à envoyer les Sénégalais au casse-pipe. »

En réponse à l'avertissement de Diakhate quant au risque de contamination élevé pendant le pèlerinage à Touba, un utilisateur de Facebook a posté « Voici un des fils de Satan. Ils sont contre Dieu. »

Source des données : Novetta Mission Analytics

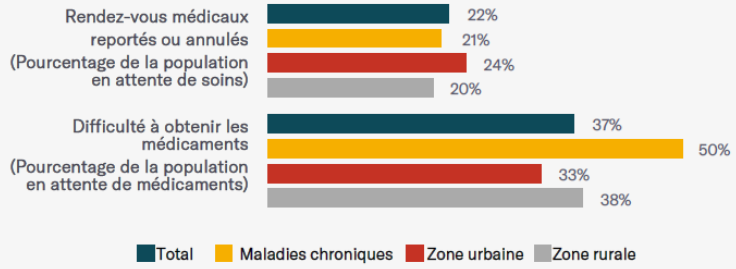
L'impact négatif des MSSP

Les services de santé essentiels

L'épidémie de COVID-19 peut perturber les services de santé essentiels, en raison de la pression exercée sur les systèmes de santé, de la perturbation des circuits d'approvisionnement de médicaments et des restrictions des déplacements. Les citoyens hésitent parfois à demander des soins, en raison du risque de transmission ou de leur incapacité à payer ces soins. Les données obtenues à la suite d'épidémies antérieures et les premiers rapports élaborés sur la COVID-19 suggèrent que les effets indirects peuvent être bien plus importants que l'impact direct de la maladie. Un suivi étroit des services de santé essentiels peut permettre d'orienter les politiques d'adaptation des MSSP et de maintien des soins essentiels. L'interprétation des données sur la perturbation des services doit tenir compte du contexte national en matière de charge de morbidité et des schémas d'utilisation des soins de santé.

Les familles font face à une perturbation des services de santé essentiels pendant la pandémie de COVID-19. Une grande partie des personnes nécessitant des soins ont signalé avoir reporté ou annulé des rendez-vous médicaux (22 %) ou avoir des difficultés à s'approvisionner en médicaments (37 %). Les personnes souffrant de maladies chroniques étaient les plus en difficulté pour obtenir leurs traitements. Les obstacles à l'accès aux soins incluent la peur d'être contaminé en allant se faire soigner et la saturation des centres de santé incapables d'accueillir les patients. Les rendez-vous médicaux non honorés concernaient principalement les examens de routine, même si certains services de prévention tels que les rendez-vous de soins prénatals et de vaccinations ont également été annulés par un grand nombre de participants. 7 % des rendez-vous non honorés étaient liés à des cas de paludisme.

Environ un cinquième des participants au Sénégal qui avaient besoin de soins médicaux et plus d'un tiers des personnes en attente de médicaments ont signalé avoir eu des difficultés à y avoir accès.



Obstacles aux services essentiels

Les personnes qui ont signalé qu'un membre de leur famille avait reporté ou annulé un rendez-vous médical ont cité principalement les trois raisons suivantes:

23% Inquiétude quant au risque de contracter la COVID-19

20% Centres médicaux surchargés

15% Manque de temps

The most common self-reported reasons for missed visits were:

51% Examen général/de routine

10% Soins prénatals

8% Vaccination

Source des données : Enquête IPSOS

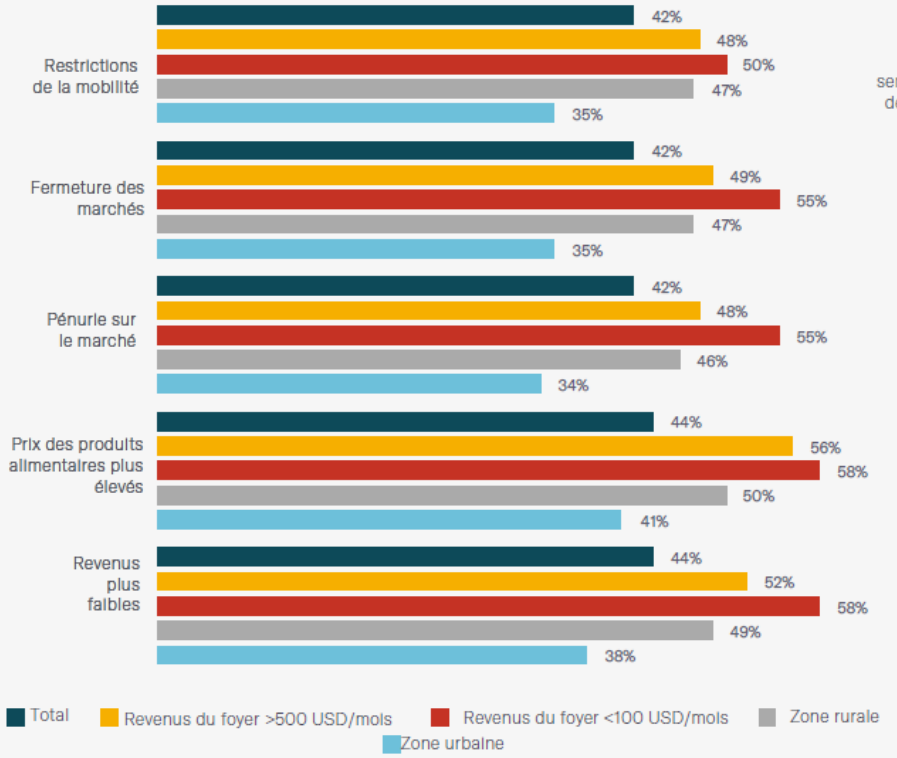
Impact économique et sécurité alimentaire

Les MSSP qui limitent l'activité économique en imposant la fermeture des lieux de travail, les restrictions de déplacement des biens et des personnes, le confinement à domicile et les couvre-feux sont un lourd fardeau pour la population, qui voit ses moyens de subsistance et son accès aux marchés réduits. L'étude des contraintes économiques imposées aux ménages et de la sécurité alimentaire peut permettre d'identifier les personnes qui ont besoin d'aide et servir à l'élaboration de mesures de soutien adaptées.

Les participants à l'enquête au Sénégal ont souffert d'importantes difficultés économiques pendant la crise de la COVID-19. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées (56 %) ont rencontré des difficultés pour s'approvisionner en nourriture, en raison de baisses de revenus, de prix en hausse, de pénuries alimentaires et d'autres obstacles. Plus de deux tiers des familles ont signalé une perte de revenus par rapport à la même période l'année dernière. Pour réduire le poids économique de la COVID-19, le gouvernement sénégalais a suspendu les paiements des services de fourniture d'eau et d'électricité pendant les mois de mai et juin pour les foyers à faible revenu et fourni de la nourriture à un million de foyers éligibles. Environ deux tiers des participants (63 %) ont signalé avoir reçu une aide supplémentaire de l'État au cours du dernier mois, principalement sous la forme d'une aide alimentaire (53 %), de services subventionnés (23 %), d'une distribution de produits d'hygiène (14 %) et d'équipement de protection individuelle tels que des masques (6 %). Seul 1 % des participants ont reçu une aide financière en espèces. Les familles à faible revenu étaient à la fois plus susceptibles de connaître des pertes de revenus et des difficultés d'approvisionnement alimentaire et moins susceptibles de recevoir une aide du gouvernement, ce qui implique que le dispositif d'aide n'atteint pas ceux qui en ont le plus besoin.

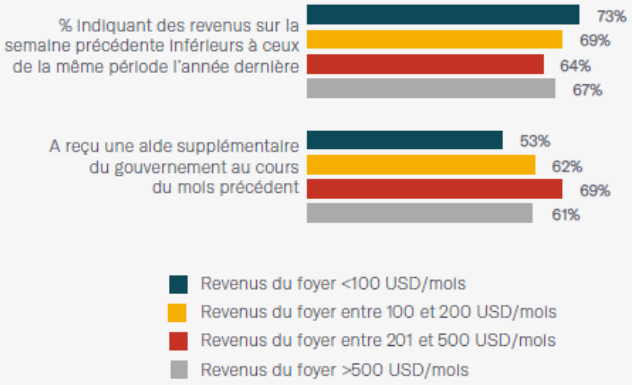
Les participants sénégalais rencontrent des difficultés d'approvisionnement alimentaire, et une grande partie d'entre eux signale avoir rencontré un de ces obstacles au cours de la semaine précédente.

Note : les catégories de revenus sont fournies à titre indicatif, car la taille des groupes interrogés est variable et la déclaration des revenus est sujette à caution.
(% des participants qui ont signalé avoir rencontré des difficultés pour acheter de la nourriture au cours de la dernière semaine pour une des raisons suivantes)



La majorité des participants sénégalais a dû faire face à une perte de revenu. En revanche, 63 % des participants ont indiqué avoir reçu une aide du gouvernement au cours du mois écoulé.

Note : les catégories de revenus sont fournies à titre indicatif, car la taille des groupes interrogés est variable et la déclaration des revenus est sujette à caution.



Source des données : Enquête IPSOS

Traitement de l'impact des MSSP dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux

D'après la veille médiatique effectuée entre mai et juillet, environ 20 % des sujets liés à la COVID-19 au Sénégal traitaient de l'impact négatif des MSSP, principalement sur le plan économique.

- Les conséquences économiques des MSSP sont largement décriées par les utilisateurs des réseaux sociaux au Sénégal, qui alertent sur le caractère informel et la fragilité des économies et des moyens de subsistance locaux.
- L'insécurité alimentaire a été maintes fois évoquée tout au long de la période, étant considérée comme un fardeau majeur découlant de l'application des MSSP.

Une soignante de 23 ans située à M'Bour a déclaré à un journal local qu'elle dépensait 10 $ par semaine pour acheter de l'eau : « L'eau des robinets coule au compte-goutte et pourtant les factures sont salées. »

Un vendeur a déclaré à un journal « Cette [saison], les clients se font rares. La situation est certainement liée au coronavirus. Les gens n'ont pas beaucoup d'argent et ont d'autres dépenses prioritaires. »

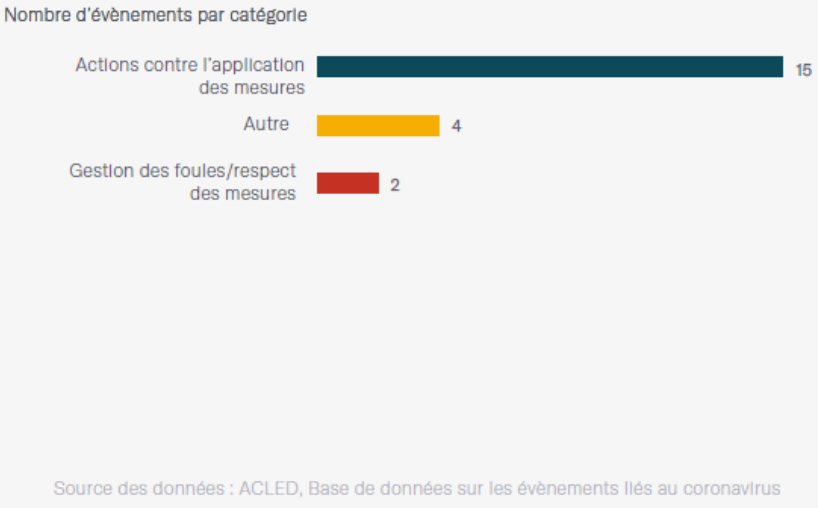
Source des données : Novetta Mission Analytics

Sécurité

Une augmentation des troubles sociaux ou de l'insécurité, que ce soit par le biais de manifestations pacifiques ou d'émeutes et de violences commises par et contre des civils peut avoir des conséquences sur l'adhésion de la population aux MSSP, et constitue un indicateur de la charge que ces mesures font peser sur la population.

21 incidents de sécurité liés à la COVID-19 ont été signalés au Sénégal depuis le mois de mai, dont une grande partie avec des actes de violence. Ces incidents ont eu majoritairement lieu au mois de juin. Sur les 21 incidents de sécurité, 15 étaient liés à des manifestations civiles contre les MSSP ou leur application imposée dans la violence. La plupart de ces manifestations impliquaient le Parti de l'indépendance et du travail ainsi que des forces de polices et des forces militaires. Deux cas de violences commises contre des civils par des forces de l'ordre faisant respecter les MSSP ont été signalés. D'après Seneweb, un portail web apprécié associé à une chaîne de radio en ligne, la police aurait arrêté 1 490 civils non masqués pendant le week-end du 7 au 9 août. La plupart de ces arrestations ont eu lieu sur des marchés et des lieux d'échange commercial, avec des sanctions allant d'une simple amende à une peine de prison.

Au Sénégal, la majorité des incidents de sécurité dans le contexte de la COVID-19 étaient liés à des actions de gestion des foules ou à des forces de sécurité faisant respecter des MSSP.



Sources des données et méthodes appliquées

Données de l'enquête : enquête téléphonique réalisée au Sénégal entre le 3 et le 17 août par l'Ipsos auprès d'un échantillon représentatif à l'échelle nationale de 1 259 adultes (562 habitant en zone urbaine et 697 en zone rurale).

Médias traditionnels et réseaux sociaux : les recherches ont été menées par Novetta Mission Analytics, sur des médias africains en ligne disponibles en source ouverte, ainsi que des comptes Twitter et Facebook géolocalisés. Ces données qualitatives reflètent le discours public présent sur les médias en ligne et parmi les utilisateurs des réseaux sociaux.

Données épidémiologiques : fournies par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies

Autres données : issues de sources accessibles au public.

Les résultats de l'étude reflètent les dernières informations disponibles sur les sources répertoriées au moment de l'analyse et ne reflètent pas nécessairement les données les plus récentes ou issues d'autres sources. Les données peuvent varier en termes d'exhaustivité, de représentativité et de périodicité. Les limites de cette enquête sont évoquées plus en détail sur la page accessible via le lien ci-dessous.

Pour plus d'informations sur les sources des données et méthodes appliquées, consulter la page *preventepidemics.org/covid19/perc/*.